



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

télécommunications

Question au Gouvernement n° 1160

Texte de la question

ALCATEL-LUCENT

M. le président. La parole est à M. François de Rugy, pour le groupe écologiste.

M. François de Rugy. Ma question porte sur les annonces du groupe Alcatel-Lucent.

Monsieur le Premier ministre, il y a un peu plus d'un an, alors que vous étiez président de la communauté urbaine de Nantes, nous participions ensemble à la visite organisée par la direction d'Alcatel à l'occasion du quarantième anniversaire de son site d'Orvault.

Au cours de cette rencontre très instructive avec les responsables et les salariés, on nous avait présenté les technologies sur lesquelles travaillaient – et travaillent toujours – les ingénieurs de ce site : des technologies d'avenir, nous assurait-on, parmi lesquelles la 4G ou encore la recherche sur la miniaturisation des antennes-relais, visant à les rendre moins énergivores et moins émettrices d'ondes électromagnétiques.

C'est dire la stupeur qui frappe ce matin les salariés, leurs familles et plus généralement l'ensemble du tissu économique local à l'annonce d'un nouveau plan, drastique, par Alcatel-Lucent.

Ce plan devrait se traduire par deux fermetures de site extrêmement rapides et brutales, à Rennes et à Toulouse, et par une filialisation puis une vente des sites d'Ormes et d'Eu.

Il serait incompréhensible que les sites français d'Alcatel-Lucent paient encore une fois le prix fort des plans d'adaptation de l'entreprise, alors même que le Président de la République a annoncé sa volonté de créer un environnement favorable à l'investissement dans les technologies de l'information et de la communication.

De même, il est insupportable que l'absence de stratégie européenne aboutisse à l'effacement progressif des équipementiers en Europe alors même que le marché des télécoms explose partout dans le monde.

Monsieur le Premier ministre, quelle stratégie l'État entend-il mettre en œuvre (*« Aucune ! » sur les bancs du groupe UMP*) pour que nos territoires et nos centres de compétences ne soient plus à la merci de décisions prises ailleurs ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif. (*« Ah ! » sur les bancs du groupe UMP*)

M. Lionel Tardy. Zorro est arrivé !

M. le président. Allons !

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député, depuis qu'Alcatel et Lucent ont fusionné, nous avons assisté à six plans sociaux successifs : les derniers datent de 2007, 2009 et 2012. Aujourd'hui, l'entreprise Alcatel affiche une perte de 1,4 milliard – c'était en 2012 – et a accumulé une dette de 5,7 milliards. Elle brûle actuellement 800 millions de cash par an.

Nous considérons qu'Alcatel est donc menacée dans son existence. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la direction précédente a été congédiée. Un nouveau président, une nouvelle direction, M. Michel Combes, a annoncé un plan qui concerne dix mille personnes dans le monde. En France, ce sont neuf cents personnes, dont les sites d'Orvault, d'Eu et d'Ormes que vous avez signalés, qui sont concernés.

Notre réaction a été la suivante : nous avons reçu le président d'Alcatel ; nous lui avons dit que le plan social fait payer à la France un tribut excessif à la restructuration mondiale d'Alcatel. Nous lui avons demandé de prendre les voies d'un dialogue social exemplaire avec les organisations syndicales représentatives, pour réduire le plan social en trouvant le meilleur compromis possible entre les intérêts de l'entreprise et l'intérêt de la France.

Enfin, nous avons appelé, et ce depuis plusieurs mois, les opérateurs de télécoms à enfin prendre leur responsabilités, s'agissant du « made in France » dans la fabrication d'équipements. J'en dirai plus à la représentation nationale si elle m'interroge, mais nous trouvons là un effet de la montée du *low cost*.
(*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. Guy Geoffroy. Ils n'applaudissent pas, monsieur le président !

Données clés

Auteur : [M. François de Rugy](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1160

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 octobre 2013](#)